

## Sommaire

Pour accéder aux différentes rubriques, il vous faut cliquer sur les liens ci-après :

<a href="#">Les brèves du service public : les trois fonctions publiques</a>	<a href="#">p. 1</a>
<a href="#">Repères économiques et financiers</a>	<a href="#">p. 2</a>
<a href="#">L'Administration au cœur de la dématérialisation</a>	<a href="#">p. 2</a>
<a href="#">Ce qu'il faut retenir...</a>	<a href="#">p. 3</a>
<a href="#">Droit, finances &amp; consommation</a>	<a href="#">p. 3</a>

## Fonctions publiques et économie en bref

### Les élections professionnelles de la fonction publique

Le 11 décembre 2018 ont été connus les premiers résultats, provisoires, des élections professionnelles. Selon le ministère de l'Action et des comptes publics, la CGT conserverait la tête dans la fonction publique territoriale, devant la CFDT et FO. Le nombre de votants y a diminué de 8,4% par rapport aux élections de 2014. Le gouvernement constate « une stabilité » du paysage syndical dans la fonction publique et dans chaque versant. Le protocole égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pourrait être validé. Au plan national, la CGT sortirait en tête des élections professionnelles 2018 avec 21, 8% devant la CFDT (19%) et FO (18,1%) selon les résultats des élections aux comités techniques des trois versants de la fonction publique. Ces résultats sont annoncés « avec prudence » par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des comptes publics, Olivier Dussopt, puisqu'ils demeurent provisoires jusqu'à l'expiration du délai de recours

### Dons de jours de repos à un autre agent public

Un agent public peut désormais donner des jours de repos non pris à un autre agent public civil ou militaire venant en aide à un proche en perte d'autonomie ou handicapé. « La loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade, applicable aux salariés du secteur privé, prévoyait la transposition par voie réglementaire de ces dispositions aux agents publics civils et militaires. Deux décrets en Conseil d'Etat ont effectué cette transposition : le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent

d'un enfant gravement malade ainsi que le décret n° 2015-573 du 28 mai 2015 permettant le don de jours de permissions d'un militaire à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade (Vigie n°70 - Juin 2015). »

### Économie sociale et solidaire

Avec ses 2,3 millions de salariés répartis dans 200 000 entreprises qui contribuent à 10% du PIB français, le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) fait l'objet d'un suivi attentif par le gouvernement. D'autant plus que les prévisions portent à 600 000 le nombre de recrutements du secteur d'ici 2020. Un pacte de croissance a ainsi été élaboré par le gouvernement dans le but d'accompagner la création et l'amorçage des jeunes entreprises par des outils de financement adaptés. Plus d'informations sur le site [www.ecologique-solidaire.gouv.fr](http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr)

### Stabilité des effectifs des fonctions publiques

Les effectifs des trois fonctions publiques affichent une quasi-stabilité, avec une baisse de 0,1 point en un an. La fonction publique employait 5,66 millions d'agents au 31 décembre 2017, un chiffre en repli de 0,1% sur un an, soit 4 800 fonctionnaires de moins qu'en 2016, selon les données provisoires publiées en décembre 2018 par l'Insee, hors contrats aidés.

### **Pour consulter le dossier du mois, consommation, conseils, fiscalité, droit, cliquer ici**

Pour aller sur le site de l'Acef Occitane et voir le détail des informations mises à jour chaque mois- cliquer sur [www.occitane.acef.com](http://www.occitane.acef.com)  
Flash Actus - Acef Occitane est une publication de l'Acef, Association crédit épargne des fonctionnaires, avenue Maryse Bastié- 46022 Cahors Cedex

Contact Acef : tél 05 81 22 00 00- [www.occitane.acef.com](http://www.occitane.acef.com)

Si vous souhaitez vous abonner, cliquez sur [acefoccitane@gmail.com](mailto:acefoccitane@gmail.com) en indiquant votre e-mail. Si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre, cliquez sur [acefoccitane@gmail.com](mailto:acefoccitane@gmail.com) en indiquant : résiliation et votre adresse d'e-mail.

Rédaction : Stratégie et Gestion/Leya Conseils- [contact@leya-conseils.fr](mailto:contact@leya-conseils.fr)

Repères  
économiques  
et financiers

## Vos placements en Janvier 2019

	Taux	Plafond
Livret A	0,75 %	22 950 €
Livret dév. durable	0,75 %	12 000 €
Livret Jeunes min.	0,75 %	1 600 €
Livret d'épargne pop	1,25 %	7 700 €
CEL (sans prêt)*	0,50 %	15 300 €
PEL (sans prêt)	1,00 %	61 200 €
PEL (avec prêt)**	2,00 %	61 200 €

\* Prime d'Etat 0,50 %- plafond 1 144 €

\*\* Prime d'Etat 1,00 %- plafond 1 525 €

## Indices Insee, IRL et ICC

Périodes	IRL	ICC
2 <sup>e</sup> Trim. 2018	127,77	1 699
1 <sup>e</sup> Trim. 2018	127,22	1 671
4 <sup>e</sup> Trim. 2017	126,82	1 667
3 <sup>e</sup> Trim. 2017	125,46	1 670
2 <sup>e</sup> Trim. 2017	129,19	1 664
1 <sup>e</sup> Trim. 2017	125,90	1 640
4 <sup>e</sup> Trim. 2016	125,50	1 645

L'indice de référence des loyers est utilisé pour l'indexation des loyers depuis 2008 (base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 1998).

## Les Français et l'euro

Selon un sondage réalisé par l'institut Ipsos-Sopra Steria pour Lire l'économie et Le Monde, vingt ans après la mise en place de l'euro, 54% des Français convertissent encore leur dépense en francs dans le cadre de leurs dépenses quotidiennes, ou pour leurs achats conséquents (voiture, immobilier, vacances...). Alors même qu'ils avaient moins de 15 ans à l'époque du changement de monnaie, 45% des adultes de moins de 35 ans se livrent aussi à cette pratique.

## Paiements instantanés

Le 30 novembre 2018, la Banque centrale européenne a lancé son service de règlements de paiement instantané paneuropéen baptisé TIPS. Si, pour l'heure, seules huit banques sont connectées, les autres établissements bancaires devraient rapidement y adhérer. L'objectif est d'éliminer les délais de paiement entre particuliers et entre professionnels. Le système est censé pouvoir opérer des paiements individuellement en moins de 10 secondes.

## L'Administration au cœur de la dématérialisation

Depuis la fin des années 1990, les technologies numériques transforment le fonctionnement de l'administration et la relation à l'usager. Le plan Action publique 2022 vise aujourd'hui une nouvelle étape dans la transformation numérique de l'État.

Extraits de « vie-publique.fr »

Le déploiement de l'administration électronique, des services en ligne et des téléprocédures a été initié à la fin des années 1990, notamment par le Programme d'action gouvernemental pour la société de l'information (PAGSI). Aujourd'hui, l'objectif est la dématérialisation de 100% des démarches administratives d'ici 2022.

Pour mieux comprendre la politique menée par l'État le site Internet vie-publique.fr rappelle l'historique du déploiement de la e-administration et soulève certaines difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre.

Depuis 1998, les pouvoirs publics ont lancé plusieurs programmes ou plans en vue de développer l'administration électronique. Ce mouvement a débuté avec le programme d'action gouvernemental pour la société de l'information (PAGSI). Il a notamment débouché sur la création en 2000 du portail de l'administration, Service-public.fr.

La politique poursuivie vise à faire de l'État un acteur exemplaire et un accélérateur, plus transparent et plus efficace, en facilitant la diffusion en ligne des informations publiques essentielles et en généralisant les téléprocédures. Il s'agit de mettre en place «une administration à accès pluriel» pour les usagers (guichets physiques, courriers, services en ligne ou téléphonie).

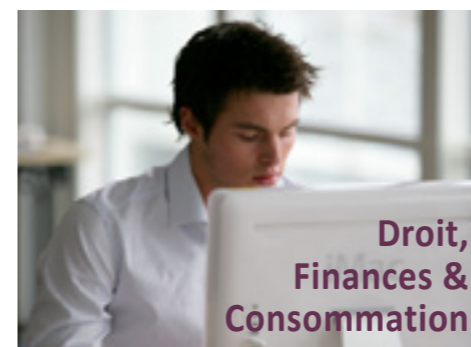
En 2008, le plan «France numérique 2012» visait notamment à accroître l'**accessibilité** des sites Internet publics, à développer le paiement en ligne, à améliorer l'interopérabilité entre administrations et à ouvrir les données publiques (open data). Selon un bilan présenté en novembre 2011 par le **gouvernement**, le plan «France numérique 2012» a permis la dématérialisation de 76% des procédures les plus attendues par les usagers.

En 2012, le Secrétariat général à la modernisation de l'action publique (SGMAP) est créé. Il est chargé de mettre en œuvre la politique de modernisation de l'État, notamment en matière numérique. Des comités interministériels de la modernisation de l'action publique (CIMAP) décident des actions à engager, conformément au «choc de simplification» annoncé par le président de la République en mars 2013.

Fin 2015, les usagers se voient proposer un nouveau service numérique : celui de saisir par voie électronique (SVE) - dans les mêmes conditions qu'une saisine postale - les administrations d'État pour près de 9 démarches administratives sur 10. Cette saisine peut être effectuée par le biais d'une téléprocédure, d'un formulaire de contact ou par courriel.

En 2017, le plan «Préfectures nouvelle génération» (PPNG) est mis en œuvre. Les procédures de délivrance des titres (demande de permis de conduire ou de carte grise, pré-demande de passeport ou carte d'identité) sont dématérialisées.

D'après l'indice relatif à l'économie et à la société numériques (DESI, pour Digital Economy and Society Index) publié par la Commission européenne en



## Violences sexuelles et sexistes : un chat pour en parler avec la police ou la gendarmerie

Les pouvoirs publics ont mis en place un nouveau service en ligne permettant aux victimes de dialoguer en direct 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 avec un policier ou un gendarme spécialement formé, afin de signaler des faits de violences sexuelles et/ou sexistes. Cette discussion interactive doit permettre aux victimes de bénéficier d'une orientation et d'un accompagnement dans leurs démarches directement de chez elles vers un service de police, une unité de gendarmerie ou une association susceptible de leur venir en aide avec professionnalisme et disponibilité. (service-public.fr)

## Achats en ligne

La 18<sup>ème</sup> édition du baromètre du numérique du Credoc révèle que les principaux freins à l'achat sur internet par les français sont relatifs à la peur de payer en ligne (pour 29% des français) et à l'impossibilité de toucher le produit. Il n'en ressort pas moins que 61% des français pratiquent des achats en ligne ; bien évidemment, plus les personnes sont jeunes, plus la proportion d'achat en ligne est importante. Il ressort ainsi que seuls 26% des consommateurs âgés de plus de 70 ans achètent en ligne, contre 84% des jeunes de 18-24 ans.

## Prix des lunettes

Selon les données de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), si les règles de remboursement des lunettes ont été durcies en 2015, notamment du fait du délai minimal de deux ans pour les renouveler, le prix moyen d'une paire de lunettes n'a pas connu de baisse. Bien que le nombre de vente de lunettes ait diminué de 3% en 2017, ce sont tout de même près de 12 millions de paires de lunettes qui ont été vendues en France l'an passé, dont 73% des dépenses ont été prises en charge par les complémentaires santé, soit 4,5 milliards d'euros.

## ... ce qu'il faut retenir...

mai 2018, la France est à la 13<sup>e</sup> place européenne en matière de services publics numériques. En revanche, elle est en avance en matière de données ouvertes (4<sup>e</sup> place en Europe).

Le programme Action publique 2022, programme de réforme de l'État lancé le 13 octobre 2017, reprend pour priorité la transformation numérique des administrations.

La transformation numérique est l'un des cinq chantiers transverses d'Action publique 2022. Parmi les mesures annoncées figurent notamment :

- La fourniture de nouveaux outils numériques aux agents publics (comme les outils d'intelligence artificielle utilisés par Pôle emploi pour accélérer le retour à l'emploi) ;
- La généralisation de l'inscription en ligne sur les listes électorales en 2019 ;
- Un guichet unique entièrement numérique pour la création d'entreprise en 2021 ;
- L'extension des possibilités de dépôts de plainte en ligne....

Pour mettre en œuvre la transformation des services publics, le gouvernement a prévu d'accompagner les agents publics dans leur transition professionnelle ou l'évolution de leur métier. Une fonction dédiée à la reconversion et la mobilité des agents de l'État et une université de la transformation publique vont prochainement être mises en place.

Si le déploiement de la « e-administration » semble s'accélérer, plusieurs études récentes soulèvent la problématique désormais de l'illectronisme, c'est-à-dire l'illectronisme numérique.

En 2017, un Français sur trois n'a pas eu recours à l'e-administration. Il s'agit pour l'essentiel de personnes âgées de 70 ans et plus, de non-diplômés et de personnes aux bas revenus. Pour le Credoc, c'est une double peine : à l'exclusion sociale de populations souvent en difficulté s'ajoute l'exclusion numérique.

A l'heure où certaines démarches administratives ne sont plus accessibles qu'en ligne, plusieurs institutions publiques se sont emparées de la question de l'illectronisme.

Le Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (Coepia) a publié, en janvier 2018, «Trente recommandations pour n'oublier personne dans la transformation numérique des services publics». Une de ces recommandations est de «garantir aux usagers un accompagnement humain chaque fois que nécessaire». L'objectif est ainsi de détecter les publics les plus éloignés du numérique et de les rendre le plus autonome possible. 1,5 million de personnes doivent être formées par an.

Pour ce faire, trois axes majeurs devraient être développés : la création d'un «pass numérique» destiné aux personnes les plus en difficulté face au numérique, donnant accès à 10 ou 20 heures de formation ; la mise en place de «hubs France connectée», structures locales référentes dans l'inclusion numérique qui auront pour «rôle de déployer et soutenir la stratégie nationale pour un numérique inclusif» dans les territoires et un plan de formation pour les aidants numériques.